

frères  
des  
hommes

Info

BELGIQUE - BELGIË

P.P. / P.B.

1099 BRUXELLES X

BC 10838

Autorisation de fermeture BC 10838

Bureau de dépôt: Bruxelles X  
numéro d'agrément: P605065

TRIMESTRIEL - NOVEMBRE 2006 - EDITION SPECIALE

Frères des hommes - Belgique asbl  
Rue de Londres 18 - 1050 Bruxelles  
02/512 97 94 - CCP 000-0792779-95

N° 91

# La Souveraineté Alimentaire

## Editorial:

*Mettre fin à la faim?*

**La souveraineté alimentaire,  
qu'est-ce à dire?**

## Zoom Sud:

*L'exemple de la Bolivie – rencontre avec le CIOEC  
L'exemple de Guelakh, village sénégalais*

## Campagne 11.11.11:

*La pauvreté, c'est nos oignons!*

## Chaud devant!

*Un nouveau jeu pédagogique pour tout savoir sur la souveraineté alimentaire*

## Mettre fin à la faim?

Plus de 800 millions de personnes souffrent de faim chronique dans le monde. La toute grande majorité d'entre elles vit dans les pays en voie de développement et un peu plus d'1% dans les pays les plus nantis.

Dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement, les Etats membres des Nations Unies se sont engagés à réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population touchée par ce fléau. Certains rétorqueront que cela signifie qu'on tolère encore que 400 millions d'êtres humains puissent mourir de faim...alors qu'il y aurait assez de nourriture sur la planète pour tous! Si cela fait effectivement question, il ne faut pas non plus passer sous silence les progrès qui ont été réalisés en la matière. Ainsi, toujours d'après les Nations Unies, la faim a été réduite d'au moins 25 % en 10 ans dans plus de 30 pays. Mais cela n'ôte rien à l'urgence et à la gravité de la problématique.

Les ONG et mouvements divers à travers le monde ont bien entendu beaucoup réfléchi et tenté d'apporter leur pierre à l'édifice. C'est dans ce milieu qu'en 1996, le concept de souveraineté alimentaire a émergé, mettant en exergue «le droit des peuples ou des Etats à définir librement les politiques agricoles les mieux adaptées à leurs besoins sans créer de préjudices aux autres pays». Cette notion nouvelle, tenant compte du contexte de mondialisation, touche toutefois de multiples aspects qui enrichissent, mais aussi complexifient grandement la question de la faim dans le monde. Nous abordons spécifiquement ceux-ci dans notre article à la page 3 intitulé «La souveraineté alimentaire, qu'est-ce à dire?».

Convaincue que l'une des réponses à la difficile problématique de la malnutrition et de l'accès à l'alimentation passe

par la souveraineté alimentaire, l'ONG Frères des Hommes en a fait son cheval de bataille. Nous rejoignons ici plusieurs de nos partenaires Sud qui travaillent spécifiquement la question sur le terrain, tels que le Mouvement des Sans Terre au Brésil ou le CIOEC en Bolivie...pour ne citer qu'eux. Mais en Belgique aussi, nous avons débuté un travail de sensibilisation et nous nous sommes associés à d'autres ONG pour défendre ce droit, par exemple au sein de la plateforme «souveraineté alimentaire» (voir [www.cncd.be](http://www.cncd.be)). Nous avons également conçu «Chaud Devant», un jeu pédagogique auquel vous pouvez accéder sur notre site [www.freresdeshommes.org](http://www.freresdeshommes.org) ...pour tout savoir sur cette thématique complexe. Mais en attendant, nous vous invitons à parcourir ce bulletin qui aborde le sujet sous ses multiples facettes.

Enfin, nous ne pouvons vous adresser ce dernier bulletin de 2006 sans vous présenter nos meilleurs vœux. En ce mois de novembre, nous voyons se profiler tout doucement la fin de l'année. C'est pourquoi toute l'équipe de Frères des Hommes se joint à moi pour vous souhaiter à tous et toutes une excellente année 2007!

Milena Merlino

### 2007 est à nos portes!

#### Avez-vous déjà commandé vos cartes de vœux?

Le temps passe si vite! Et la fin de l'année approche à grands pas! Afin d'envoyer vos vœux à ceux qui vous sont chers, Frères des Hommes vous propose de superbes cartes. Et cette année, nous avons 3 nouvelles séries à vous faire découvrir! Si vous n'avez pas reçu le dépliant présentant nos cartes de vœux, nous pouvons vous le faire parvenir. N'hésitez donc pas à nous le demander au 02/512.97.94. Vous pouvez également le découvrir sur notre site Internet [www.freresdeshommes.org](http://www.freresdeshommes.org).

## SOMMAIRE

Editorial	2
La souveraineté alimentaire, qu'est-ce à dire?	3-4
Souveraineté alimentaire: - l'exemple de la Bolivie - rencontre avec le CIOEC	5-6
L'exemple de Guelakh au Sénégal	7
Campagne 11.11.11: La pauvreté, c'est nos oignons	7
Chaud Devant!	8

#### Frères des Hommes - Info.

Le magazine d'information de Frères des Hommes Belgique asbl  
Rue de Londres, 18 - 1050 Bruxelles  
Tél: 02/512 97 94 - Fax: 02/511 47 61 - Courriel: [fdhbel@skynet.be](mailto:fdhbel@skynet.be)  
banque de la Poste 000-0792779-95 [www.freresdeshommes.org](http://www.freresdeshommes.org)

#### Ont collaboré à ce numéro: l'équipe des permanents de FdH

**Coordination générale:** Milena Merlino

**Rédaction:** Maria Eugenia George, Milena Merlino, Xavier Moser, Loanna Becattini

**Correcteur:** Yves Barillot, Arlette Lenotte

© **Photos:** Frères des Hommes, Paul Van Wouwe

#### Mise en page:

GRADE, Olivier Larose  
Frères des Hommes-Info est imprimé chez Gillis à Bruxelles

Fratelli dell'Uomo (Italie), Frères des Hommes (France, Belgique et Luxembourg) forment ensemble Frères des Hommes Europe.

Avec le soutien de la DGCD

(Direction Générale de la Coopération au Développement)



## La souveraineté alimentaire, qu'est-ce à dire?



*La souveraineté alimentaire est l'affaire de la société dans son ensemble. Au Nord comme au Sud...*

*«La base principale pour forger un peuple libre et souverain est qu'il possède les conditions pour produire sa propre nourriture. Si un pays devient dépendant d'un autre pour nourrir son peuple, il devient une nation dépendante politiquement, économiquement et idéologiquement».*

*João Pedro Stedile, Mouvement des Sans Terre (Brésil)*

**Introduit par le mouvement paysan Via Campesina lors du sommet mondial de l'alimentation de la FAO<sup>1</sup> en 1996, le concept de souveraineté alimentaire a été pensé en réaction aux politiques néo-libérales et se présente comme une alternative à ces dernières. Il peut se comprendre comme «le droit des peuples ou des Etats à définir librement les politiques agricoles les mieux adaptées à leurs besoins sans créer de préjudices aux autres pays»**

Dans le monde, peu de pays ont les moyens de garantir leur souveraineté alimentaire. Dans le Sud en particulier, cette situation a des conséquences particulièrement préoccupantes, voire dramatiques. Paradoxalement, des paysans dans le monde sont eux-mêmes affectés par la malnutrition alors qu'ils produisent pourtant des aliments. Parfois, poussés par l'espoir d'une vie meilleure, ils fuient vers les villes avec leur famille où ils sont victimes d'une paupérisation croissante.

La question de la souveraineté alimentaire touche à la nature même de l'agriculture qui constitue un secteur spécifique ne pouvant entrer dans les schémas habituels des produits industriels. Ainsi, il se caractérise notamment par une grande instabilité des prix pouvant être liée, par exemple, aux conditions climatiques influant sur les récoltes. Et pourtant, la tendance a été de plus en plus de le considérer comme un «objet de commerce» similaire aux autres.

Mais le climat n'explique pas tout, loin de là! Ainsi, les politiques de libéralisation des échanges via des importations agricoles à bas prix ont été une des principales causes de la précarisation des populations du Sud, notamment celles travaillant dans l'agriculture. Concrètement, on a assisté à des importations du lait européen en Inde, du porc nord-américain dans les Caraïbes, de la viande et des céréales européennes en Afrique, etc. Ces flux commerciaux peuvent induire de véritables bouleversements, déstructurer des populations entières et hypothéquer l'avenir d'un pays. Les conséquences peuvent être de plusieurs ordres:

- baisse des prix agricoles en-dessous des coûts normaux de production
- destruction de l'économie agricole locale et du modèle d'agriculture familiale (au profit de l'agriculture intensive), avec la perte des pratiques agricoles traditionnelles que cela implique
- accroissement de la dépendance des populations envers les importations
- mise en danger du patrimoine génétique, culturel et environnemental de la planète

Mais ces mesures ont également mis en danger les agriculteurs du Nord qui ne sont plus en mesure de concurrencer des entreprises agro-industrielles de plus en plus puissantes. Indirectement, cette situation a affecté les populations dans notre hémisphère également par l'impact des méthodes utilisées par l'agro-industrie (ex: teneur en vitamines des fruits et légumes affectée par l'usage intempestif de pesticides). Nous voyons donc que la souveraineté alimentaire touche à la fois les producteurs, les consommateurs et les citoyens. En d'autres termes, c'est l'affaire de la société dans son ensemble. Au Nord comme au Sud...

### **Comment expliquer cette pression internationale pour l'ouverture des marchés agricoles?**

Dans le but d'atteindre leur autosuffisance alimentaire, les grandes puissances ont lancé (vers les années '20 aux USA et les années '60 en Europe) des politiques agricoles ambitieuses. Après un temps, celles-ci ont engendré d'importants excédents qu'il fallait ensuite chercher à écouler. Jusqu'au début des années '80, la CEE et les USA se sont livrés une guerre commerciale très dure pour trouver acquéreurs à leurs excédents agricoles.

Par ailleurs, le secteur est actuellement aux mains de grandes multinationales agro-transformatrices qui fonctionnent sur un modèle productiviste et qui, par définition, sont en continue recherche de nouveaux marchés.

Ces deux facteurs, parmi d'autres, ont entraîné de fortes pressions en faveur d'une ouverture généralisée des marchés.

<sup>1</sup> Food and Agriculture Organization (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)



### **Que sous-entend la souveraineté alimentaire?**

Le modèle défendu par le concept de souveraineté alimentaire, cher à Frères des Hommes, implique notamment de donner priorité à la production locale et régionale avant l'exportation. Ainsi, il s'agit du leitmotiv de nos partenaires Sud comme, par exemple, le Mouvement des paysans Sans Terre au Brésil qui mène des actions visant à soutenir et dynamiser la production familiale.

Par ailleurs, la souveraineté alimentaire implique que les Etats/Unions puissent se protéger des importations à prix trop bas et ce, en les taxant comme l'ont fait les pays industrialisés pour développer leur propre agriculture. Elle autorise également des soutiens publics aux paysans, à condition qu'ils ne servent pas directement ou indirectement à exporter à bas prix.

Autre facteur important qui mérite d'être pointé du doigt, la répartition des biens de production dans de nombreux pays

du Sud. Ainsi, l'accès à la terre, à l'eau, aux semences et aux crédits intervient également dans cette problématique complexe. C'est donc tout naturellement que les défenseurs du concept de souveraineté alimentaire font également campagne pour la mise en œuvre de réformes agraires (permettant l'accès à la terre pour les petits producteurs), contre les OGM (afin de pouvoir acquérir librement des semences) et pour la répartition équitable de l'eau en tant que bien commun. De telles mesures impliquent donc inévitablement de limiter le pouvoir des multinationales travaillant dans ce secteur de façon à ce qu'elles se plient aux normes sociales et environnementales et adhèrent aux principes de la souveraineté alimentaire.

### **Une pétition pour la souveraineté alimentaire**

Frères des Hommes fait partie de la plate-forme Souveraineté Alimentaire qu'ont rejoint de nombreuses ONG. En collaboration avec le CNCD, cette plate-forme vous invite, vous aussi, à défendre les principes de la souveraineté alimentaire en signant une pétition en ligne. Celle-ci est adressée au gouvernement belge et aux responsables européens. Pour plus d'informations, cliquez sur [www.cncd.be](http://www.cncd.be)

*Xavier Moser et Milena Merlino*

### **A ne pas confondre!**

#### **Sécurité alimentaire:**

«L'état de sécurité alimentaire est atteint lorsque tout individu a accès, à tous moments et en tous lieux, à une alimentation saine et suffisante pour couvrir ses besoins, en tenant compte de ses habitudes alimentaires» (CRID)

#### **Auto-suffisance alimentaire:**

«Elle correspond à la capacité d'un pays à couvrir ses besoins alimentaires internes par la production agricole nationale»

#### **Sécurité sanitaire des aliments:**

Elle concerne la nécessité de fournir des aliments sans risque pour la santé humaine.

#### **Références et informations sur:**

«Signez notre pétition sur la souveraineté alimentaire», CNCD et PFSA – [www.cncd.be](http://www.cncd.be)

«La protection de l'agriculture familiale à petite échelle. A quoi répond-elle? Dans quelle mesure est-ce souhaitable et possible?», Daniel Van Der Steen – [www.foodsovereignty.org](http://www.foodsovereignty.org)

«La souveraineté alimentaire à l'épreuve de la mondialisation», CRID - [www.crid.asso.fr](http://www.crid.asso.fr)

«Souveraineté alimentaire et sécurité alimentaire: de quoi parle-t-on?», Confédération paysanne – [www.confederationpaysanne.fr](http://www.confederationpaysanne.fr)

«Amérique latine: Souveraineté alimentaire, commerce et politique des Etats-Unis», Toni Solo, RISAL – [www.risal.collectifs.net](http://www.risal.collectifs.net)

«Commission européenne, EuropAid» - <http://europa.eu.int/comm/europeaid>

«Note stratégique sur l'agriculture et la sécurité alimentaire», DGCD – [www.dgcd.be](http://www.dgcd.be)

## Souveraineté alimentaire: l'exemple de la Bolivie Interview de Zacarías Calatayud, Président du CIOEC en Bolivie



Zacarías Calatayud, Président du CIOEC

*Partenaire de Frères des Hommes depuis de nombreuses années, le CIOEC (Coordination d'intégration des organisations économiques paysannes) défend les intérêts de près de 1000 organisations paysannes en Bolivie et s'est posé en interlocuteur incontournable du gouvernement. Défendant le développement de l'agriculture familiale, il a affaire à forte partie*

*dans ce pays où les politiques néolibérales ont fortement éprouvé les populations en termes d'accès à l'alimentation. Frères des Hommes a rencontré Zacarías Calatayud, Président du CIOEC, qui commente les effets néfastes de ces politiques et la pression des mouvements paysans pour les contrer.*

**FdH:** Comment les organisations paysannes ont réagi devant la mise en place de politiques néo-libérales en Bolivie?

**Zacarías Calatayud (ZC):** Après la révolution en 1952, nous avons tenté de répondre à la question suivante: "Comment pourrions-nous obtenir une amélioration du niveau de vie pour les Boliviens?". Par les mobilisations sociales et la pression sur le gouvernement, nous avons notamment obtenu une réforme agraire en 1956. Certes, des progrès devaient encore être accomplis: nous aurions voulu entrer dans un processus permettant l'auto-suffisance alimentaire, mais les conditions (telles que la formation, la technologie, les semences) ne l'ont pas permis à l'époque. Toutefois, à partir de 84, lorsque le pays s'est orienté vers un modèle libéral, les conditions générales ont changé et il a donc fallu trouver une autre réponse.

Sur le terrain, qu'avons-nous constaté concrètement? A partir des années 80, les coopératives, très solidaires, qui fonctionnaient plus ou moins bien n'ont plus pu se fondre dans le nouveau contexte politique. Le gouvernement a en effet tenté d'instaurer un modèle entrepreneurial, très focalisé sur une économie individualiste. Il a exercé une pression extrêmement forte à tel point qu'il nous disait que si nous ne nous transformions pas en entreprise, le pays allait mourir et qu'il fallait penser davantage aux exportations plutôt qu'au marché national.

A ce moment-là, les paysans ont commencé à s'organiser. C'est ainsi que CIOEC a rassemblé en 1992 les coopératives qui fonctionnaient, certaines associations qui naissaient. Le CIOEC national est donc né ainsi, avec très peu d'organisations au début (nous étions 9 à cette époque) et

beaucoup d'entre elles avaient été très fragilisées par cette transition vers la politique néolibérale.

**FdH:** Quel a été en particulier l'impact de certains accords commerciaux régionaux comme le Mercosur, par exemple?

**ZC:** Le Mercosur est né en 1991 et la Bolivie s'y est associée d'un point de vue commercial. Entre 1996 et 2000, nous avons remarqué que les producteurs commençaient à souffrir de l'impact fortement négatif de cette intégration. Ainsi, nos marchés se remplissaient de produits brésiliens, argentins... alors qu'auparavant, nous produisions 80 à 90% des denrées alimentaires du pays. Comment a réagi la population? Par exemple, dans notre communauté, nous cultivions du riz et quand nous voulions en vendre à certains paysans, ils nous disaient: «Nous ne voulons pas de ce riz. Nous, nous mangeons du riz brésilien!». Nous en sommes arrivés là parce qu'on nous a mis dans la tête que ce qui vient de l'étranger est meilleur! Comment inverser cette tendance? La production de riz en Bolivie peut couvrir tout le marché national, voire générer des excédents. Et dans la réalité, que constatons-nous? Nous produisons seulement 30% du riz consommé dans notre pays et les 70% restant viennent de pays voisins. Parallèlement, ces derniers protègent leurs propres marchés.

**FdH:** C'est là que l'on peut dire que la question de la souveraineté alimentaire touche directement la Bolivie...

**ZC:** Il faut d'abord souligner que le problème de la faim ne vient pas du manque d'aliments, c'est surtout un problème d'accès à ceux-ci. La question de la souveraineté alimentaire s'est particulièrement posée pour nous quand nous avons commencé à voir l'invasion des produits étrangers et





" L'habitude de manger nos propres produits a commencé à disparaître." Zacarías Calatayud, Président du CIOEC

la qualité de ceux-ci. En effet, n'oublions pas que la majorité des produits argentins sont à base d'OGM, par exemple. Et qu'est-ce qui rentre dans le pays? En termes de produits alimentaires, tout. Ce phénomène a engendré l'exode des paysans vers les villes, créant encore plus de pauvreté, une augmentation de la criminalité. L'habitude de manger nos propres produits a commencé à disparaître. On nous disait que la quinoa et l'amaranto, par exemple, étaient des produits indiens et qu'il ne fallait pas en manger. Ensuite, en raison de la faim dans le pays, les USA à travers une convention établie avec notre gouvernement ont commencé à nous donner des aliments. Nous recevions 70kg de nourriture (pour 15 jours), un peu d'huile, de la farine de soja, etc; tout ceci en échange d'un travail symbolique tel que le nettoyage de rue. Et que faisait alors le paysan? Comme on lui donnait de quoi manger, il ne semait plus. C'est ainsi que nous avons commencé à dépendre de l'aide alimentaire. Ceci illustre la différence qui existe entre sécurité alimentaire et souveraineté alimentaire.

**FdH:** *Les mouvements paysans ont-ils réussi à contrer ces effets négatifs?*

**ZC:** Nous avons réalisé quelques avancées. Par exemple, il existe aujourd'hui une campagne de promotion des produits locaux. C'est un de nos combats. Nous sommes parvenus à ce que Carlos Mesa, alors Président, signe un décret incitant l'Etat à acheter des produits boliviens et engager des professionnels de notre pays. Mais d'autres défis subsistent encore...

**FdH:** *Le CIOEC a donc un rôle important de pression en la matière. Par quels moyens l'exercez-vous?*

**ZC:** Le CIOEC essaie de soutenir l'émergence d'une nouvelle politique: nous travaillons sur les thématiques de l'écono-

mie solidaire, agriculture viable, diversifiée, préservant notre biodiversité, la souveraineté alimentaire. Nous parlons aussi d'auto-gestion, ce qui est contraire aux concepts que véhicule le modèle néo-libéral. Bien sûr, nous établissons aussi des alliances. Ainsi, en 2000, nous avons créé le «Comité de Liaison» qui regroupe les coopératives minières (avec plus de 70 membres), la coopération de micro-entrepreneurs, la confédération des artisans urbains et le CIOEC. En tout, cela représente environ 3 millions de personnes!

**FdH:** *Quels sont les objectifs du CIOEC? Et comment voyez-vous les possibilités d'évolution?*

**ZC:** Notre premier objectif est de vivre dans des conditions plus décentes. L'accumulation de capital qui vise à avoir du pouvoir, en tant que tel, n'est pas notre but. Les OECA (organisations économiques paysannes) ne visent pas le «lucré» avec tout ce que ce terme sous-entend à savoir l'idée d'exploiter les gens, de gagner sans fin.

Les problèmes que j'ai évoqués ne se résoudront pas en peu de temps. Dans les conditions actuelles, il faudra une dizaine d'années pour sortir de ce processus. Les paysans produisent 83% de l'emploi et 7% des revenus de la Bolivie. Alors, la question est la suivante: «Pourquoi favoriser les entreprises si, contrairement au monde paysan, elles génèrent 83% de l'économie et 7% de l'emploi?». Bien sûr, elles peuvent engranger beaucoup d'argent, mais par la suite, elles ne l'investissent pas nécessairement chez nous! Cet argent part vers d'autres lieux et est utilisé à des fins personnelles. On se construit son petit château à l'étranger...et les pauvres en Bolivie sont de plus en plus pauvres.

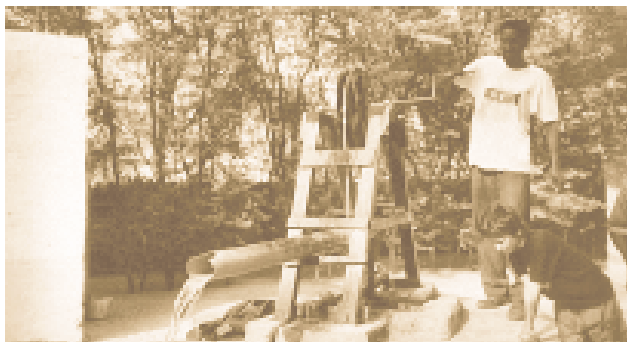
Mais le CIOEC pense que le secteur des petits producteurs peut relever le défi. Il faut pour cela qu'il obtienne la mise en oeuvre de politiques viables. Nous avons suffisamment de potentialités et ressources naturelles. Nous voulons continuer à promouvoir une agriculture viable, une production diversifiée, qui n'épuise pas les sols...contrairement à ces grandes entreprises qui produisent du soja et transforment les sols en désert!

S'accommoder serait plus simple: nous pourrions obtenir très facilement beaucoup d'argent du gouvernement, du FMI, de la Banque Mondiale, si nous acceptons certaines choses. C'est très facile d'être accommodant dans le modèle économique néolibéral et de se mettre ainsi au service du système. Ce qui est difficile, c'est de trouver des alternatives pour construire réellement...et c'est ce que veut faire le CIOEC.

*Par María Eugenia George, Xavier Moser et Milena Merlino*

## La souveraineté alimentaire au cœur d'un village africain, une approche globale L'exemple de Guelakh au Sénégal

*Guelakh est un village situé au nord du Sénégal, à 22 km de St-Louis dans la commune de Rao et comprend plusieurs hameaux dans un rayon d'environ 25 km. Affecté par le climat sahélien, il a été régulièrement touché par des crises alimentaires aiguës en raison de la sécheresse et d'autres phénomènes tels que l'invasion des criquets en 2004. Et malgré tout, les choses bougent à Guelakh...*



*Le puits est la condition préalable au développement d'une ferme écologique à Guelakh.*

«Dès que l'on met le pied à Guelakh, on sent qu'il s'y passe quelque chose» explique Loanna Becattini en charge des projets menés au Sénégal par Frères des Hommes. Face aux problèmes rencontrés par la population, Ousmane et Doudou Sow, tous deux natifs de la zone, ont créé le Groupement des jeunes éleveurs de Guelakh, reconnu en 1989. Très préoccupé par la survie des paysans de leur région, ce groupe de jeunes désire promouvoir le développement de la région, combattre l'exode rural et amener une meilleure perspective d'avenir à l'ensemble de la population. Groupement d'intérêt économique, il rassemble aujourd'hui tous les habitants du village et aborde les problématiques dans leur ensemble.

Ainsi, les actions menées portent sur la mise en place de fermes écologiques tenant compte de trois éléments indis-

sociables: le reboisement, les cultures agricoles et l'élevage. Chaque famille développe ces trois activités sur une surface d'un hectare. Aspect indispensable dans la lutte contre la désertification, le reboisement est pratiqué par chacun dans le but d'assurer l'autonomie en bois et en fourrage. Chaque villageois fait donc le choix de ne plus prélever ces ressources dans le bien commun qu'est la brousse et agit selon le leitmotiv «Pour chaque arbre coupé, dix replantés».

Une fois les surfaces reboisées, la population y développe des cultures maraîchères (oignons, tomates, piments, haricots) et des cultures hivernales telles que l'arachide ou le mil. «Ce qui est intéressant ici, dit Loanna, c'est qu'ils ont pris la mesure des besoins du village et ont cherché à répondre prioritairement à ceux-ci, tout en intégrant la dimension de protection de l'environnement». Ceci n'empêche pas qu'une partie de la production soit écoulee à St-Louis, constituant également une part importante du revenu des paysans de Guelakh.

Enfin, tradition peuhl oblige, l'élevage reste également une activité essentielle pour les habitants. «Guelakh a réussi un bel exercice d'équilibre entre tradition et modernité en général, ajoute Loanna, et en ce sens, il constitue une expérience très intéressante».

Il y aurait beaucoup plus encore à dire sur ce village africain dynamique où foisonnent les idées. Ainsi, on s'y intéresse à la problématique de l'eau, à l'alphabétisation et à la santé. Frères des Hommes envisage d'apporter son soutien en termes de formations, de promotions d'espaces de concertation... Nous espérons donc pouvoir vous reparler prochainement de ce petit coin du Sénégal.

*Milena Merlino et Loanna Becattini*

## Campagne 11.11.11: LA PAUVRETE, C'EST NOS OIGNONS!

Cette année, la campagne 11.11.11 a pour thème la souveraineté alimentaire. Comme à chaque fois, Frères des Hommes y participe. Dans le cadre de cette campagne, nous présentons un projet visant à soutenir 3 organisations économiques paysannes en Bolivie (CELCCAR, CENCOOP et FECAFEB). L'année 2005 a été dure pour les producteurs en Bolivie, notamment en raison des troubles sociaux qui ont prévalu dans le pays et ont perturbé l'écoulement et la vente des produits agricoles. Par le biais du projet, CELCCAR et CENCOOP bénéficieront notamment de l'installation d'équipements (entre autres pour la production de café écologique).

Un travail important de promotion des produits agricoles sera entrepris et permettra d'augmenter leur visibilité sur le marché, dans le souci d'améliorer les ventes et donc les revenus pour les familles qui en dépendent. L'idée novatrice ici est donc de développer un commerce équitable, non seulement avec d'autres pays, mais aussi à l'intérieur même de la Bolivie, et de pouvoir ainsi renforcer directement le secteur paysan sur place. Ce sera un des rôles assumés par FECAFEB. En tout, ce sont 5.500 personnes qui bénéficieront directement des fonds récoltés pour cette action.

Frères des Hommes présente



*un jeu pédagogique pour comprendre ce qu'est la souveraineté alimentaire...*

## **Chaud devant ! Le repas est servi ! Manger !!! Où ? Quand ? Comment ?**

### ***Manger est un besoin de base, nécessaire à la survie***

1/7 de la population est sous-alimentée sur Terre  
alors qu'il y a assez de nourriture pour que tout le monde puisse manger à sa faim.

### ***Manger est un plaisir, un moment de convivialité***

Bien des aliments sont produits en exploitant les populations  
et en détruisant durablement l'environnement

### ***Cultiver ... rime avec manger ?***

3/4 des personnes qui souffrent de malnutrition sont des paysans  
... ceux qui produisent la nourriture justement !

*Tous les ingrédients sont là, et pourtant la sauce ne prend pas  
Et les choses commencent à sentir le roussi sur notre Terre...*

### **Allons faire un tour en cuisine pour voir ce qu'il se passe au-delà de notre assiette**

*Qui produit ce qu'on mange ?  
Qui mange ce qu'ils produisent ?  
Qui a faim ? ... et pourquoi ?  
Et moi, quand la pression monte, qu'est-ce que je peux faire ?*

**Autant de questions ... autant de petits jeux pour en découvrir la réponse**

**Venez vite nous rejoindre sur notre site pour ce voyage... dans les coulisses de nos cuisines !**

**[www.freresdeshommes.org](http://www.freresdeshommes.org)**

